

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le 13 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THONON AGREGATS SAS

64, route d'Armoy
Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés »
74 200 Thonon-les-Bains

Références : 20241212-RAP-InspInopProprete-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement THONON AGREGATS SAS implanté 64, route d'Armoy, Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés », 74 200 Thonon-les-Bains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 12 décembre 2024, les conditions climatiques étaient sèches, froides et sans vent. L'inspection des installations classées a réalisé une inspection inopinée sur ce site afin de vérifier que les prescriptions concernant la propreté du site et de ses abords, l'entretien des voies d'accès et la propreté des voies de circulation étaient respectées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THONON AGREGATS SAS
- 64, route d'Armoy Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés », 74 200 Thonon-les-Bains
- Code AIOT dans GUN : 0006101950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La Société « Thonon Agrégats » a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires fluvio-glaciaires sur la commune de Thonon-Les-Bains par arrêté préfectoral (AP) du 15 janvier 2018, pour une durée de 15 ans.

Sur le site, sont autorisées les activités suivantes :

- une exploitation de carrière avec remblayage par des déchets inertes ;
- une installation de traitement de matériaux.

A la date de l'AP, le gisement a été estimé à 2 240 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 170 000 tonnes/an en moyenne et 210 000 t/an au maximum et le remblayage total autorisé est de 1 640 000 t pour la remise en état.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **Propreté du site et des abords**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée..

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet de propositions de suites :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
4	Affichage	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 20	Demande d'action corrective	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Abords de l'installation	Arrêté Ministériel du 22/09/94, article 17	Sans objet
2	Accès	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 20	Sans objet
3	Contrôle du site	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suite administrative.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Abords de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22/09/94 modifié, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, propreté
Prescription contrôlée : (...) L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Constats : Le jour de l'inspection, le temps était sec, froid et sans vent. Nous avons constaté que : <ul style="list-style-type: none">• les abords du site étaient maintenus en « bon état de propreté » : absence de papiers, boues, déchets sur la chaussée ;• les véhicules sortant de l'installation n'entraînaient pas de boues sur les voies de circulation publiques ;• les voies de circulation publiques et les bas-côtés n'étaient ni boueux ni recouvert de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, propreté
Prescription contrôlée : L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Des panneaux de signalisation réglementaire signalent la sortie de véhicules de chantier de la carrière. Ces panneaux sont entretenus et changés si nécessaire. Le régime de priorité sera signalé par un stop positionné sur la sortie du site. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est installé en sortie du site. Il fonctionne en circuit fermé et est régulièrement entretenu. Les voies de circulation publiques seront nettoyées autant que de besoin par la balayeuse du site. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (plan de circulation affiché a minima à l'entrée). Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure. Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté. L'entretien de la voirie et des pistes permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps

et de limiter les bruits liés à la circulation.
Constats : Le jour de l'inspection, les camions qui sortaient du site n'entraînaient pas de poussières ou de boue sur la chaussée. Nous avons constaté que la chaussée était propre. L'accès au site est entièrement réalisé en enrobé qui était dans un état correct. Des panneaux précisent que la vitesse est limitée à 20 km/h. Le plan de circulation est affiché à l'entrée sur le bungalow (pont bascule). Un laveur de roues est présent de même que la signalisation en sortie de site (panneau STOP, route glissante). Nous n'avons pas contrôlé la périodicité de l'entretien du laveur de roues.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Contrôle du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 2.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Sécurité
Prescription contrôlée : Une clôture (ou tout autre dispositif équivalent) solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation est installée sur la totalité du périmètre du site. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis sur cette clôture et sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite. (...) En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.
Constats : Une clôture est présente sur le périmètre de la carrière. A l'entrée, un panneau précis que le site est interdit au public. Durant les heures ouvrées, l'accès du site est contrôlé en permanence par l'opératrice basée dans le bungalow à l'entrée de la carrière. A l'entrée du site, il existe un portail coulissant de la hauteur des clôtures (environ 2 mètres). En dehors des heures de fonctionnement, le portail est fermé.
Type de suites proposées : Sans suites

N°4 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Information
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> • l'identité de l'installation ; • la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; • la référence de l'autorisation (le numéro et la date du présent arrêté) ; • l'objet des travaux ; • les jours et heures d'ouverture ; • la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ; • l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : A l'entrée du site, nous avons constaté un panneau indiquant :

- l'identité de l'installation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- la référence de l'autorisation (le numéro et la date du présent arrêté) ;
- l'objet des travaux ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Les jours et heures d'ouverture ne sont pas mentionnés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant précisera à l'entrée du site les jours et heures de fonctionnement de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective